

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

CILOGER HABITAT 5

Société Civile de Placement Immobilier

Au capital de 64 281 500 euros

Siège social : 43 avenue Pierre Mendès France - 75013 PARIS
812 020 634 R.C.S. PARIS

AVIS DE CONVOCATION

Les Associés de la Société Civile de Placement Immobilier **CILOGER HABITAT 5** sont convoqués en **Assemblée Générale Extraordinaire le 8 janvier 2026 à 16 heures**, au siège social de la société situé 43 avenue Pierre Mendès France 75013 PARIS, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour ci-après.

ORDRE DU JOUR :

1. Modification de l'article 22 des statuts en vue de prévoir la possibilité de tenir de manière dématérialisée les Assemblées générales ainsi que de voter par voie électronique.
2. Mise à jour corrélative de l'article 18 des statuts.
3. Mise en conformité de l'article 26 des statuts avec l'article 3 du décret n° 2025-673 du 18 juillet 2025.
4. Mise en conformité des articles 20 et 23 des statuts avec l'article 12 du décret n° 2025-762 du 4 août 2025.
5. Modification de l'article 22 des statuts en vue de préciser le délai de réception des bulletins de vote par voie électronique.
6. Toilettage de l'article 29 des statuts.
7. Pouvoirs pour effectuer les formalités légales.

Le texte des résolutions qui seront proposées aux associés est le suivant :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance, décide, conformément aux dispositions des articles L.214-107-1, R. 214-143-1 et R. 214-143-2 du Code monétaire financier, de prévoir la possibilité de tenir de manière dématérialisée les assemblées générales de la SCPI ainsi que de voter par voie électronique.

En conséquence, il est ajouté à l'article 22 des statuts les paragraphes suivants :

« ARTICLE 22 : ASSEMBLEES GENERALES

(...)

Conformément à l'article L 214-107-1 du Code monétaire et financier, les associés peuvent participer et voter aux assemblées générales par des moyens de télécommunication permettant leur identification.

Les associés peuvent participer aux assemblées par des moyens de télécommunication dans les conditions prévues à l'article R214-143-1, al 3 du Code monétaire et financier.

Les associés peuvent également voter par voie électronique avant et/ou pendant la tenue des assemblées générales dans les conditions fixées par l'article R214-143-2 du Code monétaire et financier.

Les associés participant et/ou votant par voie électronique dans les conditions fixées par les textes susvisés sont réputés présents pour le calcul de la majorité. »

L'Assemblée générale autorise la Société de gestion à modifier en conséquence la Note d'information de la

SCPI.

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption de la précédente résolution, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance, décide de mettre à jour l'article 18 des statuts s'agissant du vote relatif à la nomination des membres du conseil de surveillance comme suit :

« ARTICLE 18 : CONSEIL DE SURVEILLANCE

(...)

Nomination

(...)

Lors du vote relatif à la nomination des membres du conseil, seuls sont pris en compte les suffrages exprimés par les associés présents (y compris dans l'hypothèse d'un vote électronique en assemblée générale) et les votes par correspondance (y compris les votes électroniques avant l'assemblée générale).

(...). »

Les autres dispositions de l'article 18 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale autorise la Société de gestion à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance et afin de se mettre en conformité avec l'article 3 du décret n° 2025-673 du 18 juillet 2025 modifiant notamment les articles R.214-138, I et R.214-144, I du Code monétaire et financier, décide de modifier en conséquence l'article 26 des statuts relatif à la communication de documents comme suit :

« ARTICLE 26 : COMMUNICATION DE DOCUMENTS

La Société de gestion établit chaque année un rapport sur l'activité de la Société, qui est soumis à l'approbation de l'assemblée générale annuelle.

L'avis et la lettre de convocation aux assemblées générales indiquent notamment l'ordre du jour et le texte des projets de résolutions. ~~La lettre de convocation est, en outre, accompagnée des documents prévus par la loi, dont, notamment, les rapports de la Société de gestion, du conseil de surveillance, du ou des commissaires aux comptes, ainsi que, s'il s'agit de l'assemblée générale ordinaire annuelle, des comptes.~~

~~A compter de la convocation de l'assemblée, les mêmes documents sont tenus à la disposition des associés, au siège social.~~

~~Tout associé reçoit, avec la lettre de convocation à l'Assemblée Générale, par voie postale ou par voie électronique la brochure contenant l'ensemble des documents légaux d'information.~~

Les associés qui entendent recourir à la télécommunication électronique en lieu et place d'un envoi postal pour satisfaire aux formalités d'envoi des documents afférents aux Assemblées Générales, adressent au préalable leur accord écrit en ce sens, à la Société de gestion.

Les associés ayant accepté le recours à la voie électronique transmettent à la Société leur adresse électronique, mise à jour le cas échéant. Ils peuvent à tout moment demander à la Société, par lettre recommandée avec

demande d'avis de réception, le recours, à l'avenir, à la voie postale, sous réserve du respect d'un délai de 45 jours avant l'Assemblée Générale.

A compter de la convocation de l'assemblée générale et au moins pendant le délai de quinze jours qui précède la date de la réunion, les documents visés par l'article R.214-144, I du Code monétaire et financier (tels que, les rapports de la Société de gestion, du Conseil de surveillance et du Commissaire aux comptes ; les comptes et annexes de l'exercice) sont mis à disposition de tout associé, afin qu'il puisse en prendre connaissance, au siège social de la société et sur le site internet de la Société de gestion.

A compter de la convocation de l'assemblée générale et jusqu'au cinquième jour inclus avant la réunion, tout associé peut demander à la Société de gestion de lui envoyer, à l'adresse indiquée, les documents précités dans les conditions visées par l'article R.214-144, I, dernier alinéa du Code monétaire et financier.

(...). »

Les autres dispositions de l'article 26 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale autorise la Société de gestion à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance et afin de se mettre en conformité avec l'article 12 du décret n°2025-762 du 4 août 2025 modifiant l'article R. 214-157-1 du Code monétaire et financier, décide de modifier en conséquence les articles 20 et 23 des statuts relatifs à l'expert externe en évaluation comme suit :

« ARTICLE 20 : EXPERT EXTERNE EN EVALUATION

(...)

L'expert est nommé par ~~la Société de Gestion l'assemblée générale~~ pour ~~vingt six~~ **ans** **dans les conditions prévues à l'article L. 214-24-16 du Code monétaire et financier. Il est présenté par la société de gestion, après acceptation de sa candidature par l'Autorité des Marchés Financiers.** »

Les autres dispositions de l'article 20 des statuts demeurent inchangées.

« ARTICLE 23 : ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES

(...)

Elle nomme ou remplace les membres du conseil de surveillance **et** les commissaires aux comptes **ainsi que l'expert immobilier.**

(...). »

Les autres dispositions de l'article 23 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale autorise la Société de gestion à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance, décide de préciser le délai de réception des bulletins de vote par voie électronique en modifiant l'article 22 des statuts comme suit :

« ARTICLE 22 : ASSEMBLEES GENERALES

(...)

~~Pour être pris en compte dans le calcul du quorum,~~ Les formulaires de vote par correspondance (y compris les votes par voie électronique) doivent être reçus par la Société au plus tard le dernier jour ouvré précédant la date de réunion de l'assemblée.

(...). »

Les autres dispositions de l'article 22 des statuts demeurent inchangées.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance, et après avoir rappelé que la distribution aux associés s'effectue en tenant compte de leurs dates d'entrée en jouissance, décide de toiletter l'article 29 des statuts comme suit :

« ARTICLE 29 – AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

(...)

La Société de gestion a qualité pour décider dans les conditions prévues par la loi, de répartir des acomptes à valoir sur le dividende et pour fixer le montant et la date de la répartition.

~~Le dividende et éventuellement les acomptes sur dividende sont acquis au titulaire de la part inscrit sur les registres de la Société au dernier jour du trimestre civil précédant la distribution.~~

(...). »

Les autres dispositions de l'article 29 des statuts demeurent inchangées.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes afin d'effectuer toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

Pour avis, la Société de gestion : AEW